

L'opinion dans tous ses états

Régionales 2010



Sommaire

Régionales 2010 : voter, pour quoi faire ?

par Philippe Alberola - Directeur d'études, département opinion
et Delphine Sirven - Directrice des études qualitatives

4

Europe Ecologie : électorat volage ou électorat stricte ?

par Denis Pingaud, Vice-Président Exécutif d'OpinionWay

11

Le Front National à l'aube des régionales : Vers un renouveau ?

par Bruno Jeanbart - Directeur Général adjoint d'OpinionWay

22

Retrouver les interviews de nos experts sur le site <http://regionales.opinion-way.com>

Régionales 2010





Régionales 2010 : voter, pour quoi faire ?

par Philippe Alberola - Directeur d'études, département opinion
et Delphine Sirven - Directrice des études qualitatives

Les 14 et 21 mars prochains les électeurs seront une nouvelle fois invités à voter pour élire leurs exécutifs régionaux. Les enquêtes précédant le scrutin indiquent une forme de distance, voire de désintérêt pour ces élections, qui risquent de se traduire par une faible participation à l'occasion de ces régionales. Pourtant, après la présidentielle de 2007, nombre de commentateurs évoquaient un retour en force des Français vers la politique. Dans le même temps, les lois de décentralisation successives ont fait de la Région un acteur politique majeur, décisionnaire dans des domaines qui touchent au quotidien des Français, comme les transports ou l'éducation. Comment dès lors expliquer ce paradoxe ?

LE VOTE, UN ACTE SYMBOLIQUE FORT AUX CONSÉQUENCES FAIBLES ?

Rappelons tout d'abord que la participation électorale, sur une période historique longue, tend à décroître. Certes, le constat est à nuancer en fonction de la nature des élections ou de la conjoncture politique, mais de plus en plus de citoyens se détournent de ce mode d'expression pourtant central, dans les démocraties.

Si le vote, au fil des discours des électeurs interrogés, demeure toujours investi d'une dimension symbolique forte (le vote est pour eux un élément constitutif de la citoyenneté), il est en général trop souvent perçu comme une nécessité, un devoir, le minimum requis pour prétendre à sa citoyenneté. A se demander parfois s'il n'est pas plus devenu une obligation morale qu'une conquête reconnue.

A écouter les électeurs, on comprend mieux les raisons de ce désenchantement :

- le vote comme moyen d'expression a perdu de sa splendeur dans la mesure où les destinataires du message apparaissent multiples, dilués et donc mal interprétés : en votant, ils entendent s'adresser aux politiques bien sûr, mais également à d'autres acteurs de la société, comme les acteurs économiques ou les autres citoyens ;



- par ailleurs, si les électeurs ressentent encore pour beaucoup la nécessité de voter pour se penser comme citoyen, ils manifestent dans le même temps de réelles interrogations sur l'utilité du vote dans sa capacité à produire du changement dans la société. Ce sentiment d'impuissance semble s'inscrire dans le cadre d'un scepticisme plus large quant à la capacité des élus à influencer sur le cours des choses.

« Le vote est un droit, c'est très important de pouvoir l'utiliser. Je trouve que l'on n'a pas assez conscience du droit que l'on a » (Isabelle, 36 ans, employé, Nord-Pas-de-Calais)

« Voter c'est une action minimum et nécessaire, un devoir...mais pas forcément une action efficace » (Christine, 46 ans, PACA)

« Le vote est plus une conscience morale que l'impression que ça va changer quelque chose. Je vote par conscience car je n'ai pas l'impression que ma voix va changer quelque chose » (Vanessa, 21 ans, étudiante, Poitou-Charentes).

Ce désenchantement paraît d'autant plus fort dans le cadre d'élections régionales dont les enjeux demeurent à bien des égards abstraits aux yeux des électeurs. Dès lors, l'élection à venir est comprise au mieux comme une répétition générale du grand rendez-vous à venir, celui de 2012. Encore convient-il de préciser que cette perception ne s'impose que dans l'esprit des interviewés les plus politisés.

« Les élections régionales ne m'évoquent rien de particulier, pas d'émotions particulières. J'irai voter comme je vote à toutes, j'irai aux régionales avec le même esprit que si j'allais à des présidentielles ou des municipales. » (Alain, 54 ans, cadre supérieur, Midi-Pyrénées)

L'ÉLU RÉGIONAL RESTE UN GRAND INCONNU

Ces élections apparaissent effectivement abstraites voire nébuleuses tant le niveau de méconnaissance des élus régionaux et même du Président de Région semble élevé. Hormis quelques exceptions, liées à des profils atypiques ou à une présence médiatique spécifique, peu savent nommer correctement celui ou celle qui incarne actuellement ce territoire, voire même le courant politique qui le dirige. Les élus régionaux paraissent lointains, absents et invisibles voire carrément irréels. A cela s'ajoute un sentiment d'appartenance régional souvent faible, le territoire régional ne contribuant pas à la construction de son identité, à la différence du territoire national ou de « l'ultra-local » (on est Français et toulousain, en revanche on n'est pas Midi Pyrénéen).

Régionales 2010 : voter, pour quoi faire ?

« On a l'impression d'élire des gens qui ne servent pas à grand-chose, peut être trop d'élus au total » (Olivier, 38 ans, Auvergne)

« Les élus de région, ils sont trop loin de nous, on ne peut pas leur parler » (Christine, 46 ans, PACA)

« J'étais militaire donc je suis allé dans beaucoup de régions sans être enraciné, même ma région de naissance je ne la connais pas bien » (Alain, 54 ans, cadre supérieur, Midi-Pyrénées)

Cette absence d'incarnation joue clairement en défaveur des élus régionaux, auxquels on attribue du coup toutes les idées reçues traditionnellement attachées à la « classe politique ». Il est en effet toujours plus aisé de projeter ses fantasmes, de purger ses craintes et autres logiques de boucs émissaires sur des écrans blancs et vides.

« Au niveau local, dans sa ville, on voit l'homme...mais pour la région, il y a une certaine frustration, car il y a toujours l'envers du décor, l'argent, le pouvoir, le paraître, le superflu... le régional c'est parader » (Emmanuel, 36 ans, Picardie)

« Les élus régionaux, ils sont trop loin de nous, on ne peut pas leur parler » (Christine, 46 ans, PACA)

« On a l'impression d'élire des gens qui ne servent pas à grand-chose, peut être trop d'élus au total » (Olivier, 38 ans, Auvergne)

« Il y a des différences entre la région et la ville. A la région, ils ne sont pas proches, ils ne se déplacent pas pour des inaugurations ou autres. » (Medhi, 34 ans, employé, Limousin)

L'univers de représentation des électeurs semble aujourd'hui borné par ses deux figures d'élus :

- d'un côté le maire, un être de chair et de sang, proche, ancré dans son territoire, que l'on peut croiser dans la rue, à qui « l'on peut parler » voire « dire ses quatre vérités » si on le souhaite. Sur ce point les interviewés sont presque intarissables tant la relation d'amour pour cette fonction est forte. A tel point d'ailleurs que le maire dépasse les clivages partisans. Il est avant tout jugé sur ses actes ; actes dont on voit des répercussions concrètes dans son quotidien.



- de l'autre côté le Président de la République, la plus haute fonction, tant en termes de prestige que de respect, celui qui incarne et dirige le pays, à qui l'on peut adresser reproches ou éloges selon son état d'esprit du moment.

Tous les deux peuvent être aimés ou ce qui revient au même détestés, car tous deux s'inscrivent dans une relation en tant que sujet identifié. Il est alors simple de souscrire, de refuser, tout simplement de faire vivre cette relation à travers son vote. Le sujet est identifié, on peut donc lui parler en votant. C'est beaucoup plus difficile de le faire aux régionales lorsque l'on a face à soi une simple silhouette.

LA RÉGION DEMEURE ESSENTIELLEMENT UNE ENTITÉ ADMINISTRATIVE

On l'a dit les identités régionales ressenties ou vécues ne recouvrent pas la réalité administrative des régions. Ce premier obstacle perturbe largement la compréhension de la collectivité...

A défaut d'être un élu investi d'une aura symbolique forte ou d'être un élu proche, le Président de Région est le plus souvent réduit, dans l'esprit des Français au rôle de gestionnaire.

Pour les électeurs l'architecture institutionnelle répond le plus souvent à une lecture hiérarchique et pyramidale au sommet de laquelle se trouve le président de la République et à la base le maire. Difficile dans ses conditions pour la région d'exister. La région est comprise comme un exécutif local qui doit donner une impulsion aux échelons inférieurs. Seulement, à la différence de la municipalité, lorsqu'il d'agit de faire avancer son point de vue, on ne sait pas à qui s'adresser. Une confusion apparaît même clairement entre l'État et la région, dans la mesure où le point de contact entre le citoyen et celle-ci, son lieu physique, reste incarné pour beaucoup par la préfecture.

« Les gens confondent beaucoup les choses je pense, ils confondent région et communes, pour moi la région doit impulser une ligne aux communes » (Jeannine, 77 ans, Rhône-Alpes)

« Ils doivent donner les grosses décisions, un cap global, mais c'est vrai qu'on n'a pas l'impression que les choses nous touchent » (Olivier, 38 ans, Auvergne)

Rares sont les électeurs qui attribuent des compétences précises aux régions ce qui influe largement sur la compréhension de l'institution et sur l'attachement qu'on peut lui vouer. On sait que la notion de « guichet » peut créer un lien, parfois complexe, entre un citoyen et une administration ou un service public. Ce « guichet » n'existe pas pour la région, alors qu'il commence à émerger pour les Conseils Généraux à travers l'action sociale (la gestion du RMI a notamment contribué à ce phénomène).

Régionales 2010 : voter, pour quoi faire ?

« Je ne connais pas trop le poids des décisions régionales, je suppose le social, le culturel, les routes,... et puis certainement développer le rayonnement régional ou niveau national » (Sylvie, 29 ans, Bourgogne).

« Le CG par exemple, on sait que ça gère les collèges, mais on ne comprend pas vraiment les compétences de la région par rapport à l'Etat. Les politiques n'ont pas la volonté de dire clairement les choses, quelles sont leurs compétences et sur quels dossiers ils peuvent vraiment avancer. Il y a toujours un mélange entre le local et le national et j'ai l'impression que le politique aime beaucoup ne pas trop dire pour ne pas perdre de pouvoir. Si on sait exactement sur quel dossier il travaille, c'est beaucoup plus facile après en temps que citoyen de leur demander des comptes. (Jean, Alsace)

La Région demeure d'abord une institution administrative et technocratiques avant d'être un espace politique et culturel basé sur un territoire, une histoire, des valeurs et des fonctions (d'où une image de distance ressentie par beaucoup d'électeurs, surtout chez ceux qui se déclarent distants de la vie politique).

L'électeur par conséquent ne comprend pas l'intérêt de s'investir dans un scrutin dont il ne perçoit pas de bénéfice possible pour demain. Or, aujourd'hui, il adopte bien souvent face au vote une posture stratégique basée sur une attente de retour sur investissement.

« (Les élections régionales) ça ne m'évoque pas grand-chose, ça ne m'intéresse pas, je préfère taper plus haut (présidentielles) carrément, et après on verra, mais les régionales non je ne vois pas, je ne cherche pas forcément à connaître, je suis bien comme ça, et honnêtement je n'ai jamais participé aux élections régionales » (Sylvie, 29 ans, Bourgogne)

« Les régionales, c'est l'élection où l'on attend le moins de retour car c'est très vaste, on ne sait pas bien quelles sont les actions proposées et les actions réalisées au final » (Jeannine, 77 ans, Rhône-Alpes)

QUELS VECTEURS DE MOBILISATION ?

Face à cet état de fait, beaucoup expriment spontanément un besoin de pédagogie sur le rôle et le fonctionnement de la région, comme sur l'intérêt au niveau local, des différents programmes. Certes on pourrait arguer qu'il est un peu facile voire fallacieux de reporter son absence d'implication et de participation dans ces élections sur les déficits des acteurs politiques et médiatiques : absence de débat médiatique, des programmes qu'on ne comprend pas...ou qu'on ne connaît pas.



« Il faudrait que tout le fonctionnement régional, municipal me soit ré-expliqué, le pouvoir décisionnaire qu'a chacun etc... Il faudrait également que tout me soit ré-expliqué en me montrant en quoi ça peut influencer ma vie et qu'on me fasse toucher du doigt à quel point ces élections régionales sont aussi importantes que les autres » (Vanessa, 21 ans, étudiante, Poitou-Charentes)

« On entend peu parler des élections régionales, les candidats sont peu connus, à la télévision, on en entend peu parler par rapport aux autres élections » (Isabelle, 36 ans, employé, Nord-Pas-de-Calais)

« Pour que je me mobilise, il faudrait beaucoup plus d'information, de discours, qu'on comprenne à quoi sert la région à part aider le Futuroscope, à quoi ça sert. Les municipales on sait où ça va, la région je ne sais pas trop. » (Medhi, 34 ans, employé, Limousin)

Pour autant il n'en reste pas moins vrai qu'au delà de la mauvaise foi probable des électeurs, il est logique que ces derniers ne trouvent pas de fortes motivations à se rendre aux urnes, puisqu'ils ne sont ni réellement capables d'évaluer le bilan des exécutifs sortants, ni exposés aux projets des candidats pour l'avenir de leur région. L'élection leur semble donc au final sans réel enjeu, tant pour l'évolution de la région que pour leur quotidien.

« Les programmes ne sont pas clairs, il n'y a pas de vrais débats. Je n'ai pas l'impression qu'au niveau de la vie régionale ça change grand-chose qu'on vote pour l'un ou pour l'autre. Il n'y a pas vraiment de grands changements sur les vrais dossiers, il y a des enjeux qui nous dépassent. Aujourd'hui, le régional est complètement interdépendant du national voire de l'international parce que par exemple au régional vous pouvez avoir des aides qui viennent directement de l'Europe. Ca nous dépasse largement. Là aussi, les choses sont tellement imbriquées les unes dans les autres qu'aujourd'hui, la possibilité pour le simple citoyen d'intervenir est moindre » (Didier, 40 ans, employé, Pays de la Loire)

Face à cette aporie, il n'est donc guère surprenant que les seuls vecteurs de mobilisation potentiel relèvent de la situation politique nationale : volonté d'exprimer son humeur et principalement son mécontentement sur la manière dont le pays est dirigé afin d'envoyer un message à ceux d'en haut. C'est pourquoi les élections régionales, à l'exception notable de 1998, se sont souvent révélées mauvaises voire catastrophiques pour les majorités au pouvoir.



Régionales 2010 : voter, pour quoi faire ?

Pour sortir de ce dilemme, on se raccroche donc à des repères classiques de la vie politique, à savoir les étiquettes partisans. Cela explique la domination attendue des grandes formations dans cette élection par rapport aux petits partis, à l'exception des écologistes, dont la « marque » politique est probablement aujourd'hui la seule à véhiculer un imaginaire politique dans l'opinion.

C'est enfin pourquoi on peut s'attendre à une participation plus forte dans une région comme Languedoc-Roussillon le 14 mars, la polémique concernant la personnalité du sortant ayant contribué à « nationaliser » ce scrutin et à lui conférer un enjeu symbolique transcendant celui du simple choix d'un exécutif régional.

Méthodologie : cette analyse est basée sur une étude qualité menée en novembre/décembre 2009. 42 entretiens individuels d'une heure trente environ ont été menés en face à face par les équipes d'OpinionWay, auprès d'électeurs de toute sensibilité politique et de tout profil sociologique (2 entretiens dans chaque région métropolitaine, en zone urbaine et en zone rurale).

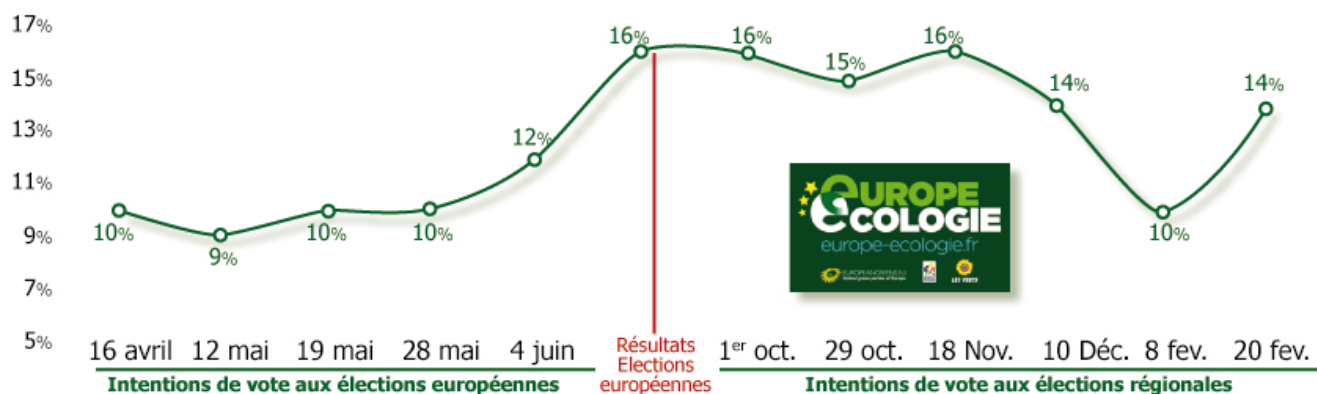


Europe Ecologie : électorat volage ou électorat stricte ?

par Denis Pingaud, Vice-Président Exécutif d'OpinionWay

Il est encore difficile de mesurer avec exactitude l'ampleur de la secousse sismique qu'a provoquée le résultat d'Europe Ecologie lors des récentes élections européennes. S'il est d'ores et déjà probable que le vote de juin 2009 n'est pas de simple circonstance, celui de mars prochain pour les élections régionales permettra de mieux apprécier l'intensité du tremblement électoral dans l'opposition.

L'hypothèse d'un vote sans lendemain, il y a neuf mois, est aujourd'hui démentie par le maintien de l'attractivité d'Europe Ecologie dans l'opinion, à quelques semaines des élections régionales. La courbe des intentions de vote depuis novembre 2009 révèle certes un léger effritement : 14 % mi-février contre 16 % mi-novembre. Le niveau global reste cependant élevé et très supérieur aux scores des candidats écologistes lors des dernières consultations nationales ou locales. Il est également supérieur à l'étiage de 10 % observé début 2009 jusqu'à un mois avant les élections européennes.



Récapitulatif des intentions de vote aux élections européennes et régionales

Europe Ecologie : électorat volage ou électorat stratège ?

88 % DES ÉLECTEURS D'EUROPE ECOLOGIE NE REGRETTENT PAS LEUR VOTE DE JUIN 2009

Le caractère volage de l'électorat d'Europe Ecologie, volontiers souligné par ses concurrents, et notamment le Parti socialiste et le Modem confrontés l'année dernière à la désertion d'une partie de leurs électeurs, est donc loin d'être avéré. Tout au plus a-t-on pu observer qu'au fil de l'actualité, sa porosité avec l'électorat du Parti socialiste peut se traduire par des sautes conjoncturelles d'humeur. La récente dépression des intentions de vote pour Europe Ecologie, constatée par différents instituts fin janvier et début février, illustre sans doute la sensibilité des électeurs écologistes à la réaction de Martine Aubry après les dérapages verbaux de Georges Frêche.

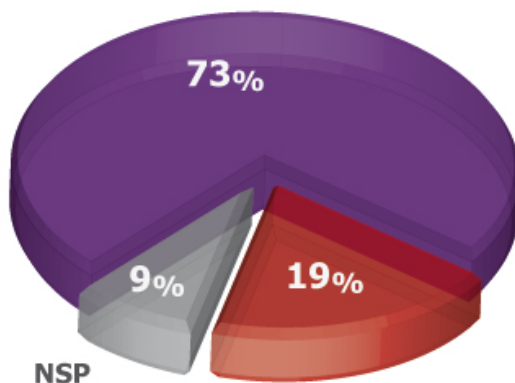
L'infidélité supposée de ces électeurs n'est pas non plus démontrée par les réponses qu'ils donnent à des questions portant sur le sens de leur acte civique. Un panel d'un millier d'entre eux (ayant voté Europe Ecologie lors des élections européennes) a été interrogé à deux reprises, début janvier et début février 2010. Il s'agissait de mieux comprendre leur parcours électoral depuis 2007, leur regard sur leur vote de 2009, les valeurs qui les rassemblent ou les divisent, leurs attentes vis-à-vis de leurs candidats et, plus généralement, la nature de leur opposition à la majorité présidentielle.

88 % d'entre eux déclarent ainsi ne pas regretter le bulletin qu'ils ont mis dans l'urne le 7 juin dernier, ce qui constitue un chiffre révélateur de leur engagement. Et 85 % d'entre eux encore, une quasi-unanimité, considèrent que l'élection d'un président ou d'une présidente de région écologiste constitue un enjeu important du prochain scrutin régional, un tiers estimant même qu'il s'agit d'un enjeu « très important ».



Attitude à l'égard du vote Europe Ecologie du 7 juin 2009, sept mois après les européennes

Ils ont raison de se présenter au premier tour de manière autonome face aux autres listes



Ils auraient du, comme en 2004, rechercher une alliance dès le premier tour avec le Parti socialiste et d'autres forces de gauche

Niveau d'approbation de la stratégie d'Europe Ecologie au premier tour des régionales

Enfin, indices complémentaires : les trois-quarts d'entre eux jugent qu'Europe Ecologie a eu raison de présenter des listes autonomes dans toutes les régions ; près de neuf sur dix que le mouvement est « capable de diriger une région en France » ; et plus de sept sur dix que « par rapport à un président socialiste, un président écologiste mènerait une politique différente ». Ce niveau d'adhésion n'était pas évident alors même que six années de solidarité quasi-générale des exécutifs régionaux constitués par le Parti socialiste, les Verts et d'autres forces politiques en 2004 pouvaient laisser ouvert un autre scénario tactique. Cet effet identitaire autorise à penser qu'une « cristallisation » électorale est en cours.

UN ÉLECTORAT POLITIQUEMENT COMPOSITE, SURREPRÉSENTÉ DANS LES CLASSES AISÉES



Origine des électeurs Europe Ecologie

Europe Ecologie : électorat volage ou électorat stratège ?

Pour autant, l'électorat d'Europe Ecologie reste politiquement composite. 40 % des électeurs écologistes de juin 2009 avaient voté pour Ségolène Royal au premier tour de la présidentielle de 2007, 22 % pour François Bayrou, 19 % pour des candidats de gauche non socialistes (Dominique Voynet et José Bové notamment) et 10 % pour Nicolas Sarkozy. Cet éclectisme d'origine se double d'une certaine hétérogénéité selon les classes d'âge. 66 % des plus de 60 ans, c'est-à-dire la génération des « soixante-huitards », se situent « à gauche » ou « très à gauche » contre seulement 48 % des moins de 25 ans qui se déclarent, à 29 %, « au centre » ou « à droite ». A cette fracture générationnelle s'ajoute une fracture sociale : les CSP- ne sont que 52 % à se situer à gauche de l'échiquier politique et ils sont les plus nombreux – 17 % - à se déclarer « ni à droite, ni à gauche ».

Q : Vous-même, diriez-vous que vous vous situez... ?

		Age					Catégorie professionnelle	
		18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-59 ans	60 ans et +	CSP+	CSP-
Très à gauche	3%	2%	3%	4%	5%	2%	4%	3%
A gauche	56%	46%	48%	54%	57%	64%	58%	49%
Au centre	14%	19%	15%	14%	7%	14%	15%	13%
A droite	7%	10%	8%	9%	10%	3%	9%	11%
Très à droite	0%	1%	-	-	-	-	1%	-
Ni à gauche, ni à droite	15%	15%	20%	11%	19%	12%	10%	17%
Sans opinion	5%							

Positionnement politique des électeurs d'Europe Ecologie

Tout semble indiquer qu'Europe Ecologie agrège deux types d'électorat. L'un, plutôt âgé, venant clairement d'une culture de gauche ou de centre gauche. L'autre, plus jeune et plus populaire, qui se définit sur un registre moins identitaire. Ce qui constitue une source de fragilité du mouvement est sans doute que ses électeurs sont surreprésentés chez les CSP+, catégories qui votent le plus lors des scrutins intermédiaires mais dont le poids relatif diminue considérablement lors de scrutins à très forte participation comme l'élection présidentielle.



	Electeurs Europe Ecologie	Structure France entière 18 ans et +
Sexe		
Hommes	44%	48%
Femmes	56%	52%
Age		
18-24 ans	11%	12%
25-34 ans	17%	17%
35-49 ans	26%	27%
50-59 ans	16%	18%
60 ans et +	30%	27%
CSP		
CSP+	36%	25%
CSP-	23%	31%
Inactifs	41%	43%
Région		
IDF	28%	17%
Province	72%	83%

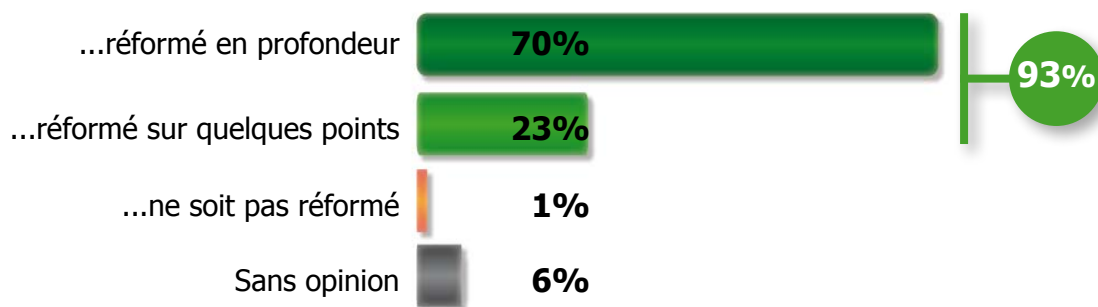
Profil sociologique des électeurs d'Europe écologie

Sur le fond, l'ancrage des électeurs d'Europe Ecologie dans l'opposition à Nicolas Sarkozy se traduit par un jugement sans appel du bilan du Président de la République : 80 % d'entre eux le jugent mauvais, une proportion nettement plus importante que l'ensemble des Français. Plus globalement, leur critique du système économique est particulièrement vive : 70 % d'entre eux souhaitent que le capitalisme soit « réformé en profondeur » contre 23 % partiellement. Le point de vue est plus radical que celui des Français qui, il y a un an, étaient 53 % à souhaiter une réforme profonde et 38 % des aménagements¹. Là encore, un décalage générationnel et social se confirme puisque plus de 80 % des électeurs écologistes plus de 60 ans et près de 70 % des CSP + adhèrent à cette critique, mais seulement moins de 60 % des moins de 35 ans et des CSP -.

1 TNS-Sofres publié le 7 janvier 2009.

Europe Ecologie : électorat volage ou électorat stratégique ?

Q : Personnellement, souhaitez-vous que le système capitaliste soit... ?



Opinion des électeurs d'Europe Ecologie sur le système capitaliste

DES PRÉOCCUPATIONS ET DES ATTENTES EN DÉCALAGE AVEC CELLES DE LA GAUCHE CLASSIQUE

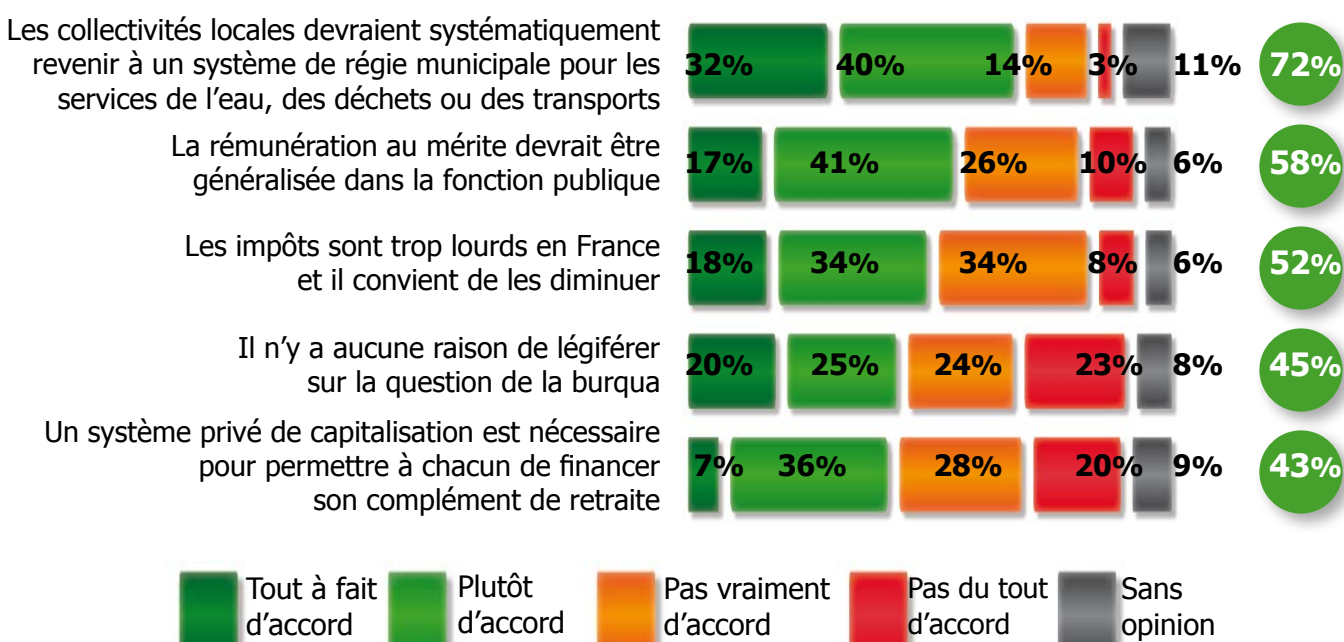
La posture d'opposition n'est toutefois pas réductible à une posture traditionnelle de gauche. Certes, une minorité seulement de l'électorat fait référence à un positionnement divergent, « ni à droite, ni à gauche » étant aussi fréquent que « au centre ». Certes, le rapport aux services publics est très voisin de celui du peuple de gauche : 89 % des électeurs écologistes pensent qu'il faut défendre les services publics et seulement 37 % que les fonctionnaires sont trop nombreux. Certes, près des trois-quarts d'entre eux se prononcent pour le système des régions municipales s'agissant des services de l'eau, des transports ou de la propreté.

Mais les attentes vis-à-vis de l'Etat et de la sphère publique sont plus complexes que celles généralement exprimées par une gauche classique. Ainsi, une majorité de l'électorat d'Europe Ecologie estime, d'une part, que « les impôts sont trop lourds et il convient de les diminuer » et, d'autre part, que « la rémunération au mérite devrait être généralisée dans la Fonction Publique ». De la même manière, il est très partagé sur l'idée de généraliser un système de capitalisation pour financer les compléments de retraite ou sur la nécessité de légiférer sur la question de la burqa (à la différence des Français qui y sont favorables à 57 %²).



Q : Vous sentez-vous tout à fait d'accord, assez d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord avec les idées suivantes :

D'accord



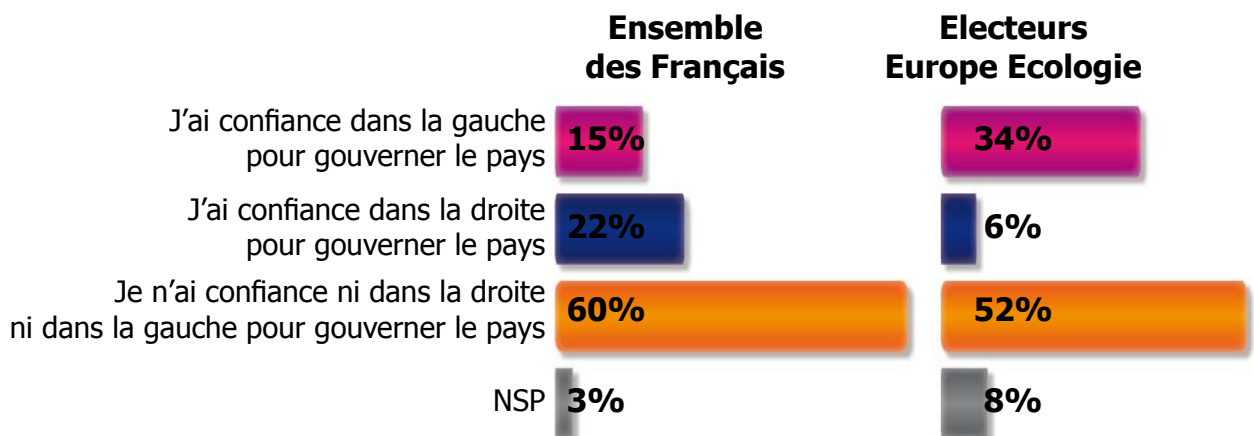
Niveau d'adhésion des électeurs d'Europe Ecologie à certaines idées

Ses préoccupations, par ailleurs, sont assez différentes de celles généralement avancées comme prioritaires par les partis de gauche. Interrogés sur les principaux enjeux du programme d'Europe Ecologie pour le scrutin régional, les électeurs écologistes placent en tête les économies d'énergie, en deuxième (seulement) l'emploi, en troisième les transports, en quatrième le logement, en cinquième (seulement) les inégalités sociales et en sixième la santé.

La divergence d'intérêt, cependant, n'empêche pas une convergence de responsabilité dans le jeu politique. Ce qui caractérise les électeurs écologistes, c'est une attitude plus intégrée dans le système que la moyenne des Français. Sondés récemment par le Cevipof, ces derniers n'étaient que 15 % à avoir confiance dans la gauche et 22 % dans la droite pour gouverner le pays dans les trois prochaines années, 60 % n'ayant confiance ni dans l'une ni dans l'autre. Les électeurs d'Europe Ecologie, eux, sont 34 % à garder leur confiance à la gauche et ne sont que 52 % à manifester une défiance générale. Ce registre moins protestataire se manifeste encore dans leur confiance dans l'Union européenne - 55% contre 38 % - inversement proportionnelle à celle de l'ensemble des Français.

Europe Ecologie : électorat volage ou électorat stratégique ?

Q : Concernant les prochaines années, laquelle des trois phrases suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?



A qui les Français et les électeurs Europe Ecologie font pour gouverner le pays
(Source Cevipof)

LA MISSION DE L'ÉLECTORAT D'EUROPE ECOLOGIE : REFORMATER L'OPPOSITION À NICOLAS SARKOZY

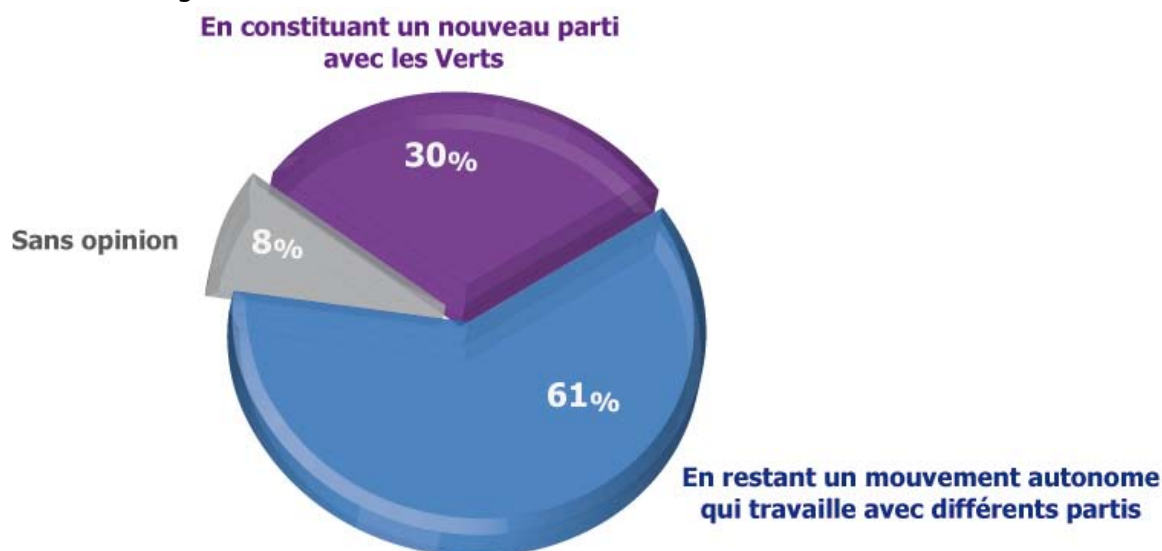
L'insatisfaction par rapport à l'offre politique de la gauche, d'un côté, et l'intégration plus forte dans le système politique, de l'autre, sont probablement les deux facteurs explicatifs du phénomène très particulier qu'incarne l'électorat d'Europe Ecologie. Jusqu'à présent, dans un contexte de défiance généralisée et de plus grande mobilité du corps électoral, les mécontentements avaient tendance à nourrir électoralement des courants extrêmes ou aux frontières du système. A contrario, les électeurs écologistes témoignent d'une volonté de réformer en profondeur le cadre politique, sans le bouleverser. En ce sens, il s'agit bien d'une force centripète qui entend s'inscrire durablement dans une logique d'opposition gouvernementale.

C'est ici que l'hypothèse d'un électorat stratégique prend tout son sens. Pour une partie des électeurs, Europe Ecologie constitue probablement le levier d'un reformatage en profondeur de l'opposition à Nicolas Sarkozy. Sévèrement défaite au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2007 et toujours en panne de crédibilité auprès de Français qui ne la croient pas du tout capable de faire mieux que la majorité en place, celle-ci aurait besoin d'un électrochoc salutaire dont l'urgence écologique serait le prétexte.



Cette mission que s'assignent les électeurs écologistes paraît on ne peut plus claire quand on les interroge sur l'avenir du mouvement Europe Ecologie. Appelés à se prononcer sur différents objectifs possibles, ils citent d'abord le fait de « rester un réseau d'alerte et de mobilisation sur les grandes questions écologiques » et de « participer à une recomposition de l'opposition à Nicolas Sarkozy ». Quant aux moyens pour parvenir à cette fin, ils ne les voient pas majoritairement dans la constitution d'une nouvelle force politique classique : 61 % d'entre eux imaginent préférable « un mouvement autonome qui travaille avec différents partis » contre 30 % seulement qui souhaitent « un nouveau parti avec les Verts ».

Q : Et comment préférez-vous que le mouvement Europe Ecologie évolue, après les élections régionales ?

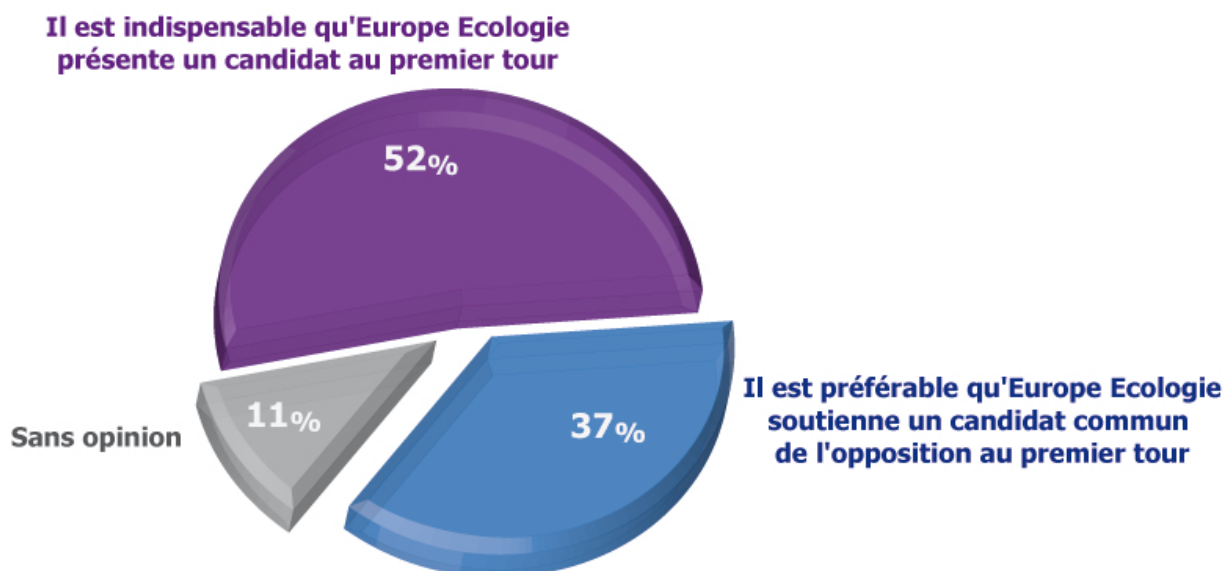


Souhait quant à l'évolution du mouvement Europe Ecologie après les élections régionales

Enfin, l'électorat d'Europe Ecologie semble d'autant plus stratège qu'on le questionne sur l'élection présidentielle de 2012. Une majorité se dessine pour considérer « indispensable » la présence d'un candidat du mouvement au premier tour. En même temps, une majorité émerge pour soutenir la proposition de Daniel Cohn-Bendit d'« échanger » une cinquantaine de circonscriptions gagnables aux législatives qui suivront contre un soutien, dès le premier tour, au candidat de l'opposition paraissant le mieux placé. Cette apparente contradiction ne s'explique que par l'enjeu assez clair de 2012 pour les électeurs écologistes. En menaçant les autres formations d'opposition d'une primaire en situation réelle, ils escomptent obtenir le statut de force reconnue et puissante dans les débats parlementaires futurs.

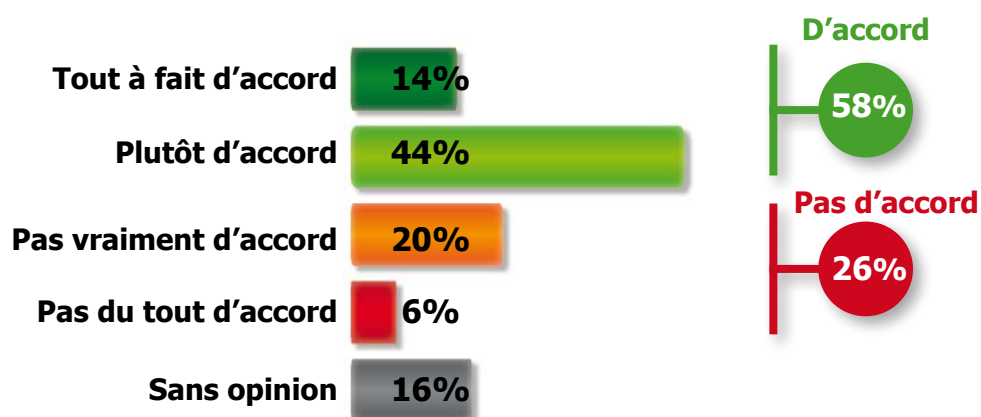
Europe Ecologie : électorat volage ou électorat stratège ?

Q : En pensant à l'élection présidentielle de 2012, avec laquelle des propositions suivantes vous sentez-vous le plus en accord ?



Souhait des électeurs d'Europe Ecologie quant à la stratégie à adopter en 2012

Q : Daniel Cohn-Bendit a récemment proposé au Parti socialiste un accord: 50 circonscriptions législatives pour des écologistes en échange d'un soutien à son candidat au premier tour. Vous sentez-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord avec cette proposition ?



Niveau d'adhésion des électeurs d'Europe Ecologie à la proposition de Daniel Cohn-Bendit



Au fond, ces électeurs considèrent que leur vote pour Europe Ecologie est doublement utile. En premier lieu, il s'apparente à un cri d'alerte exprimant, sur le terrain électoral, le mouvement de société incarné par Nicolas Hulot. En second lieu, il signifie la demande pressante d'une recomposition de l'opposition en vue de 2012. L'épisode des élections régionales, de ce point de vue, par-delà les pesanteurs locales, permettra de mesurer plus finement les deux ressorts de ce nouvel électorat dans le paysage politique français : sa mobilisation, en regard de celle des Français et du risque de forte abstention, et sa détermination, en regard du réflexe de vote utile pour les présidents socialistes sortants.





LE FRONT NATIONAL A L'AUBE DES RÉGIONALES : VERS UN RENOUVEAU ?

par Bruno Jeanbart - Directeur Général adjoint d'OpinionWay

Depuis l'automne 2009 et la succession de polémiques qui ont concerné l'exécutif et la majorité (polémique « Mitterrand », polémique « Jean Sarkozy »), de nombreux médias évoquent sans cesse l'hypothèse d'une remontée du vote en faveur du Front National à l'occasion des élections régionales de mars 2010. Autre argument, le débat sur l'identité nationale profiterait à l'extrême-droite. Ce renouveau aurait pour origine la reconquête par le FN d'une partie de son électorat qui l'avait abandonné pour voter Nicolas Sarkozy le 22 avril 2007. Qu'en est-il au regard des données d'opinion récentes et des résultats électoraux depuis 2004 ?

LES RÉGIONALES ET LE FRONT NATIONAL

Afin de ne pas se tromper dans la signification du score du FN aux prochaines régionales, il faut avoir une vision claire du rapport entre ce scrutin et ce mouvement politique. Traditionnellement, **les régionales sont un scrutin très favorable au FN**. C'est la seule élection locale qui permet au FN d'obtenir un score qui soit identique à celui qu'il obtient lors de la présidentielle. Le tableau ci-dessous, qui établit le ratio entre le score du FN aux régionales et son score lors de la précédente présidentielle souligne même que jusqu'en 2004, il obtenait un résultat quasi identique dans ce scrutin que Jean-Marie Le Pen à la présidentielle.

	Score aux régionales (%)	Score à la présidentielle (%)	Ratio
R1992 / P1988	13.9	14.3	0,97
R1998 / P1995	15.3	15	1,02
R2004 / P2002	14.7 (16.1 avec les autres EXD)	16.8 (19.1 avec B.Mégret)	0.88 (0.84 pour le total EXD)
R2010 / P2007	?	10.4	?



Sur cette base, un score du FN compris **entre 9 et 10,5%** en mars le situerait dans la stabilité par rapport à 2007. **En dessous de 9%**, le recul se poursuivrait, **au-dessus de 10,5%**, il s'agirait d'une remontée.

Si on effectue le même exercice sur la base des résultats aux européennes et de la présidentielle qui précède, voici le résultat. La stabilité du ratio est évidente depuis 1999/1995, avec un ratio proche de 60%.

	Score aux européennes (%)	Score à la présidentielle (%)	Ratio
E1994 / P1988	10.5	14.3	0.73
E1999 / P1995	9*	15	0.60
E2004 / P2002	9.9 (10.3 avec les autres EXD)	16.8 (19.1 avec B.Mégret)	0.59 (0.54 pour le total EXD)
E2009 / P2007	6.3	10.4	0.61

* Pour 1999, nous avons agrégé FN et MNR, ce qui semble indispensable, l'élection s'étant déroulée juste après la scission entre ces deux mouvements.

Dès lors, il est intéressant de faire le ratio entre les Régionales et les Européennes « de même période », d'autant que la proximité dans le temps de ces deux scrutins est très forte.

	Score aux régionales (%)	Score à la européennes (%)	Ratio
R1992 / E1994	13.9	10.5	1.32
R1998 / E1999	15.3	9*	1.70
R2004 / E2004	14.7 (16.1 avec les autres EXD)	9.9 (10.3 avec les autres EXD)	1.48 (1.56 pour le total EXD)
R2010 / E2009	?	6.3	?

Sur cette base, un score du FN compris **entre 9,3 et 10,7%** en mars le situerait dans la stabilité par rapport à 2002. **En dessous de 9,3%**, le recul se poursuivrait, **au-dessus de 10,7%**, il s'agirait d'une remontée.

LE FRONT NATIONAL A L'AUBE DES REGIONALES : VERS UN RENOUVEAU ?

Quelques conclusions issues de cet exercice s'imposent :

- Si les **européennes sont un scrutin compliqué pour le FN** par rapport à la présidentielle, compte tenu de la forte abstention, qui touche en priorité les électeurs forts de l'extrême droite (catégories populaires notamment), **ce n'est pas le cas des régionales** ;
- Le **changement de mode de scrutin en 2004**, avec passage à deux tours explique probablement en partie le moins bon ratio régionales/présidentielle constaté à cette occasion. En effet, un scrutin proportionnel à un tour comme celui utilisé avant 2004 est toujours un avantage pour les partis de « second rang ». Ce n'est pas la seule raison : en 2004, le résultat est également en partie la conséquence de **l'onde de choc du 21 avril 2002** (l'électorat de gauche anti-FN vote massivement pour se venger de l'élimination de Lionel Jospin) et à défaut de marquer le début de la baisse du FN, on peut dire que **ce scrutin constitue la fin de sa progression historique** ;
- L'exercice identifie clairement les bornes permettant de lire les résultats de mars prochain : **stabilité incontestable entre 9 et 10%** (à ce niveau, 2010 est la réplique de 2007), **probable entre 10 et 11%**, poursuite du **déclin en dessous de 9, remontée au-dessus de 11%**.

Soulignons toutefois qu'à 10% en moyenne nationale, le FN ne serait pas forcément en progression mais **pourrait imposer 10 à 12 triangulaires environ** (sur les 21 régions métropolitaines), dans certaines régions que l'UMP espère reconquérir ou conserver (PACA, Centre, Champagne-Ardenne ou Alsace par exemple).

L'ÉVOLUTION DES INTENTIONS DE VOTE POUR LE FN DEPUIS L'AUTOMNE

L'analyse de l'évolution des intentions de vote depuis l'automne dernier semble plaider pour le moment pour cette hypothèse d'un FN qui ferait **mieux aux régionales qu'aux européennes sans pour autant constituer une remontée significative**. Dans notre baromètre régionales OpinionWay-Fiducial pour Le Figaro et LCI (6 vagues depuis le 1er octobre), le FN a certes progressé en passant de 6 à 9% au plan national entre octobre et février, mais cela signe plus une stabilisation de son socle électoral et une capacité à digérer son faible score des européennes qu'une reconquête. Les données des autres instituts à cette date vont dans même sens (CSA, 9%, Ifop 8%, TNS, 8,5%).



Les enquêtes régionales que nous avons réalisées indiquent la même tendance : 6% en Ile-de-France en décembre (contre 12%, mais avec Marine Le Pen en 2004), 10% en Rhône-Alpes en octobre (contre 18% en 2004), 7% en Languedoc-Roussillon (contre 18% en 2004), 10% en Champagne-Ardenne (contre près de 20% en 2004), 7% en Poitou-Charentes (contre 10,5% en 2004), soit une **baisse dans ces régions souvent plus forte que celle mesurée au national (40 à 50%)**. Là encore, les enquêtes des autres instituts vont dans le même sens : CSA le place à 5% en Midi-Pyrénées en décembre (contre 11,5% en 2004). La région PACA fait ici figure d'exception, avec une candidature Le Pen mesurée par OpinionWay à 15% (contre 23% en 2004).

Une hypothèse pourrait cependant être avancée : le score du FN dans les intentions de vote, loin de l'élection, se situerait à un niveau très inférieur à celui de la fin de campagne. Cette théorie, si elle a pu se vérifier jusqu'en 2002, **ne semble plus d'actualité depuis**. En 2004, dès septembre, les intentions de vote de CSA mesuraient un FN très fort (15%), aligné sur son score final. **Ce phénomène s'est vérifié en 2007 ainsi qu'aux européennes de 2009**. Une montée du FN dans les dernières semaines n'est donc pas un phénomène automatique.

Autre moyen pour tenter de déceler une poussée du FN, l'analyse des matrices de transfert de ces mêmes enquêtes, qui permettent de comprendre ce que nous disent vouloir voter les électeurs de la présidentielle lors des régionales. Si on regarde de près le comportement des électeurs de 2007 qui expriment un vote, **seuls 3% des électeurs Sarkozy de 2007 déclarent vouloir voter pour le FN**, contre 78% qui se prononcent pour un vote UMP. Dans le même temps, **8% des électeurs Le Pen de 2007 souhaitent voter UMP** (et 76% FN). Compte tenu des scores respectifs de chacun (31% et 10,5%), **le solde de ces transferts est nul**. Les tendances sont les mêmes dans les enquêtes régionales.

Enfin, au-delà des transferts constatés parmi les électeurs qui déclarent un vote aux régionales de mars, il est indispensable d'analyser les niveaux de mobilisation des différents électors. Là encore, dans notre dernière enquête, **seuls 52% des interviewés peuvent être considérés à ce jour comme des électeurs potentiels** (pour mémoire, la participation en 2004 avait atteint 62%). Pour le moment, **la participation s'annonce donc faible**, même s'il est encore tôt pour pouvoir faire des pronostics précis sur ce qu'elle sera au final. Tout laisse cependant penser qu'elle devrait être inférieure à 2004 : à l'époque, le remord du 21 avril avait conduit beaucoup d'électeurs de gauche à se rendre aux urnes. En 2010, ce phénomène ne jouera pas et les périodes de crise économique ne sont pas forcément propices à une forte participation aux élections locales.

LE FRONT NATIONAL A L'AUBE DES REGIONALES : VERS UN RENOUVEAU ?

Le tableau ci-dessous décompose la répartition des électeurs potentiels à ce jour en fonction de leur vote en 2007.

Electeurs potentiels en mars (semaine du 15 février 2010)	
Ensemble des Français inscrits	52%
Electeurs Royal 2007	61%
Electeurs Bayrou 2007	52%
Electeurs Sarkozy 2007	55%
Electeurs Le Pen	49%

Ce résultat souligne la **faible mobilisation, pour le moment des électeurs Le Pen**. Ce n'est guère surprenant compte tenu du faible niveau de mobilisation de l'ensemble de l'électorat : traditionnellement, une faible participation dans ce type de scrutin est défavorable au FN, l'électorat populaire étant dans ce cas plus nombreux à s'abstenir. Ainsi, dans la même enquête, on constate que **seuls 44% des ouvriers sont des électeurs potentiels**, contre 53% des cadres, professions libérales et professions intellectuelles supérieures. Si ces données ne plaident donc pas forcément en faveur d'une poussée du FN, **elles ne sont pas non plus favorables à la majorité** : en effet, le tableau ci-dessus souligne clairement le **déficit de mobilisation de l'électorat du Président de la République** par rapport à celui de l'opposition.

L'IMAGE DU FN ET DE JEAN-MARIE LE PEN ET LE DÉBAT SUR L'IDENTITÉ NATIONALE

Certes, les indicateurs tels que la proximité politique ou l'image d'une personnalité ou d'un parti politique **ne sont guères prédictifs du vote**. Cependant, il est toujours intéressant de les surveiller en tendance. Dans notre baromètre Metro-Krief, la **satisfaction à l'égard de Jean-Marie Le Pen n'a guère évolué depuis la rentrée** (18% en janvier 2010, identique à septembre 2009). Sa cote d'avenir dans le baromètre TNS est de 9% en février, là encore stable depuis la rentrée, loin de ses 16% d'avril 2002 ou de ses 18% d'avril 2007.

La **proximité politique du FN se révèle également stable depuis un an**, quel que soit le mode de recueil utilisé (autour de 4% au téléphone, 6% en ligne).



Notons également que dans le sondage TNS récent pour Le Monde et France 2, on ne constate pas de remontée de l'adhésion aux idées du FN ou aux prises de position de Jean-Marie Le Pen.

Enfin, dernier point, l'argument consistant à invoquer le lancement du débat sur l'identité nationale comme pouvant profiter au FN mérite d'être évalué sur la base de chiffres. Or, à ce stade, aucune enquête n'indique clairement que ce débat pourrait ou a pu profiter au FN. Toutes soulignent que **les électeurs de Le Pen sont favorables à ce débat** (59% le jugent nécessaire en décembre dans notre baromètre Metro-Krief, contre 6% dangereux, 68% pensent qu'il faut poursuivre ce débat selon une enquête CSA de décembre). Par ailleurs, pour que les thématiques liées à la sécurité ou à l'immigration (censées être réactivées par ce débat) renforcent l'extrême droite, il faudrait que la **majorité soit désormais peu crédible sur ces enjeux ou moins crédible que les leaders du FN**. Si dans l'absolu, la **situation semble clairement moins favorable pour le gouvernement concernant la sécurité** (49% de confiance en décembre selon l'Ifop pour Dimanche Ouest France, en baisse continue depuis 2007), les sympathisants UMP continuent de faire confiance au gouvernement à 71% dans ce domaine et rien n'indique une progression de la crédibilité du FN sur ce sujet.

Au final, si l'hypothèse d'une remontée du FN à l'occasion des régionales de mars n'est pas à exclure, **peu d'éléments dans les enquêtes indiquent aujourd'hui un tel renversement de tendance.**
